

Zeitschrift: Cahiers d'histoire du mouvement ouvrier
Herausgeber: Association pour l'Étude de l'Histoire du Mouvement Ouvrier
Band: 30 (2014)

Buchbesprechung: Comptes rendus

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 27.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

COMPTES RENDUS

Einig – aber nicht einheitlich, 125 Jahre Sozialdemokratische Partei der Schweiz = Une pensée unie – mais pas unique, 125 ans Parti socialiste suisse [Ed. redboox edition, sur mandat du PSS], Zurich, Limmat Verlag, 2013, 500 p.

À l'occasion de son 125^e anniversaire, le Parti socialiste suisse (PSS) revient sur son histoire par un livre dont le titre *Une pensée unie – mais pas unique* est également le programme du recueil. Il fait référence à l'un des défis majeurs du parti: la quête de l'unité entre régions linguistiques aux mentalités différentes, entre Suisse romande, alémanique et italienne, entre ville et campagne, entre travailleurs intellectuels et manuels, qualifiés et non qualifiés, ainsi qu'entre courants différents au sein de la gauche et du parti.

D'autres histoires du PSS avaient déjà décrit le développement de la social-démocratie, mais en négligeant les opinions alternatives et dissidentes pour raconter une histoire linéaire de son succès. Cette nouvelle livraison ne tombe pas dans ce piège et présente le parti et la gauche suisses dans leur diversité. Elle est assurée par un collectif de 34 auteurs issus des différentes régions linguistiques et de plusieurs générations, et regroupe aussi bien des historiens que

des militants du parti. L'auteur principal, Nicola Behrens, raconte l'histoire de la social-démocratie suisse dans huit chapitres qui forment le fil rouge du récit.

Sur ses 500 pages, l'ouvrage retrace non seulement les 125 ans du parti, mais aussi les 200 dernières années de l'histoire de la Suisse. Par conséquent, les thèmes sont abondants: les luttes syndicales, la législation du travail, le mouvement pacifiste et la politique de la paix, l'antimilitarisme, les actions humanitaires, le mouvement pour les droits des femmes, les affrontements au sein de la gauche, l'antifascisme, le rôle de la Suisse dans le monde et dans la question de l'Europe, les droits populaires, les assurances sociales, l'anticommunisme, la protection de la nature et le mouvement écologique, les bouleversements post-68 et les révoltes des jeunes des années 1980, la question jurassienne, la migration, la mondialisation et le néolibéralisme, la politique de la drogue, les médias de gauche, l'équité fiscale, la crise financière pour n'en citer que quelques-uns.

Le recueil est conçu comme un ouvrage de référence. Les annexes riches et détaillées, avec un glossaire et des listes de notables du parti, offrent des repères et aident à obtenir une vue d'ensemble. Signalons la

présence d'un tableau synoptique des programmes du parti de 1888 à 2000. Le livre, richement illustré, se laisse aussi agréablement feuilleter.

La diversité des approches et le choix des thèmes mènent à plus de 70 articles relativement courts et accessibles qui complètent le fil rouge de Behrens avec des éclaircissements locaux, biographiques ou thématiques. Signaillons encore que trois femmes, Anna Klawo-Morf, Amelia Christinat-Petralli et Christiane Brunner, figurent parmi les seize portraits de personnalités de la social-démocratie suisse. La représentativité des genres est donc meilleure que celle offerte par «Les Suisses», la récente et critiquée production de la RTS, mais elle ne rend pas justice à l'action des nombreuses femmes qui jalonnent l'histoire du parti.

Les sujets controversés ne sont pas occultés: Thomas Huonker, par exemple, traite d'un chapitre sombre de l'histoire du PSS dans son article «Eugénisme et marginaux». Auguste-Henri Forel, psychiatre et spécialiste de l'étude des fourmis, ainsi que Paul Pflüger, fondateur des Archives sociales suisses de Zurich et conseiller national de 1911 à 1917, ont fortement influencé les discussions sur l'eugénisme et les mesures de coercition à des fins d'assistance dans la première moitié de XX^e siècle. Cet exemple montre que les représentants de la gauche ne se sont pas seulement battus pour des thèmes traditionnellement considérés comme étant de gauche, comme le pacifisme,

l'espéranto, la lutte contre l'alcoolisme, l'égalité des sexes et le suffrage féminin, mais aussi pour des mesures contestées comme la stérilisation des personnes considérées comme inférieures. L'un des devoirs principaux d'une histoire de parti consiste à interpréter de manière nuancée et critique son développement et d'historiciser la pensée et les actions de ses représentants, ce qui représente un défi difficile. Il est donc remarquable que le recueil mette aussi en lumière ce chapitre sombre de l'histoire suisse et de la gauche.

Il est dans la nature d'un ouvrage de référence de synthétiser et de simplifier. Les auteurs ont néanmoins réussi à éviter d'en faire un récit linéaire. Behrens commence sa narration au début du XIX^e siècle, avant la création des premières sections du parti, ce qui permet une approche assez fine des origines. Il replace l'histoire de la création du PSS dans le contexte des différents courants révolutionnaires et réformistes au sein de la «famille» socialiste. Cet auteur s'intéresse ainsi aux anarchistes, aux communistes et aux révolutionnaires de gauche non seulement au XIX^e mais aussi au XX^e siècle. Cette multitude d'acteurs et le caractère synthétique de l'exposé ne permettent pas toujours à Behrens d'offrir une image nuancée du paysage socialiste, et le pousse parfois à recourir à des stéréotypes. Il mentionne par exemple le caractère très éphémère et donc inconstant de la Première Internationale, ainsi que

le tempérament sectaire des structures anarchistes. L'inconstance et les tendances d'isolement ne sont pas des caractéristiques de l'anarchisme, mais plutôt l'expression des luttes menées au sein de la «famille» socialiste pour mobiliser les travailleurs.

Faire l'histoire d'un parti présente le risque d'écrire seulement une chronique des institutions et la biographie des personnes dirigeantes. Ce risque est ici évité grâce à la multitude des articles. Le lecteur pourrait néanmoins désirer une histoire vue d'en bas, qui parte des électeurs. Une approche fondée sur l'histoire sociale, culturelle ou de la vie quotidienne aurait pu enrichir ce livre pourtant bien réussi. Bien qu'*'Une pensée unie – mais pas unique'* soit beaucoup plus qu'une histoire du PSS et se lise comme l'histoire de la gauche en Suisse, la consultation d'autres publications s'avère indispensable pour qui souhaite avoir une image approfondie et nuancée de cette dernière.

Florian Eitel

Mathias Reynard, *Les débuts du Parti socialiste valaisan, 1900-1929, Sion : Parti socialiste du Valais romand, 2013, 216 p.*

Fort d'archives originales du Parti socialiste valaisan (PSV) et de sa section sédunoise, Reynard propose une histoire des dix premières années du parti. Afin de reprendre les choses à leur commencement, l'auteur revient, parfois un peu longuement, sur des éléments connus: l'industrialisation du Valais au tournant du siècle, la présence d'une importante main-d'œuvre italienne sur les grands chantiers, l'émergence d'une classe ouvrière plus locale notamment dans les trois grandes entreprises qui s'installent au début du siècle, Lonza à Viège (1897), Ciba à Monthey (1904) et Alusuisse à Chippis (1905), la forte présence de fonctionnaires fédéraux liée aux tunnels du Simplon et du Lötschberg. Il rappelle les débuts d'une presse socialiste ainsi que les premiers essais de formation d'un parti ouvrier (1906, 1910, 1913). Ces tentatives échouent parce qu'elles achoppent sur deux conceptions opposées de l'organisation du mouvement ouvrier: le Parti socialiste emmené par Karl Dellberg, qui veut porter la lutte sur le terrain électoral et politique, et à la préférence du Haut-Valais, et l'Union ouvrière, anarchosyndicaliste, emmenée par Clovis Pignat, qui prétend mener le combat essentiellement sur le terrain économique, et à la préférence du Bas-Valais.

L'échec de la grève générale est l'un des facteurs déprimants qui amènent Pignat à soutenir une liste ouvrière pour les élections d'octobre 1919. Aucun élu, mais des résultats honorables qui ouvrent la porte à la fondation d'un Parti socialiste du Valais, le 7 décembre 1919. Le départ de Pignat à Genève, où il devient secrétaire romand de la FOBB, libère alors le terrain pour Dellberg qui n'a plus de contradicteur de son niveau.

La suite de l'ouvrage est plus neuve. L'auteur décrit la formation d'un parti qui compte quelques sections aux effectifs variables (au total, entre 300 et 500 membres selon les époques), la section de Brigue fonctionnant comme Vorort. Une presse fragile accompagne ses premiers pas, *L'Avenir* (1920-1923), *Le Falot* (1925-1927), enfin le *Peuple valaisan* (1927-1936), avant de renaître plus tard; du côté alémanique, avec la *Walliser Volkszeitung* (1920-1924).

Comme le relève l'auteur, «il est clair que l'organisation du PSV à l'époque n'est pas la plus démocratique qui soit, avec un centre décisionnel contrôlé par quelques personnes venant toutes d'une même région» (p. 98), Brigue, et soumise à l'autorité d'un «patron», Karl Dellberg. Par ailleurs, ceci expliquant cela, le parti n'est pas tellement ouvrier; il réunit une catégorie bien particulière d'employés: les fonctionnaires fédéraux, CFF et PTT.

Les élections sont la préoccupation essentielle du PSV qui présente

des listes dans la majorité des élections de 1919 à 1929, à tous les niveaux. Le travail de propagande fait à cette occasion est complété par quelques activités éducatives, conférences, cours qui sont souvent des échecs. Les parties récréatives, sorties, promenades, aubades des premières fanfares socialistes (*L'Aurore sociale* à Saxon, par exemple, créée en 1917), connaissent plus de succès.

Cette activité politique et sociale d'un parti en enfance est entravée par l'hostilité générale de la société valaisanne. Hostilité politique, bien sûr, qui se traduit de plusieurs manières. Par le refus d'intégrer des membres du PSV dans les commissions de dépouillement par exemple, par la fraude électorale dans plusieurs communes haut-valaisannes où l'on bourre les urnes, par l'organisation du vote sans isoloir, par le choix des heures d'ouverture du bureau de vote pour empêcher les ouvriers d'y participer, etc. Bref, les moyens classiques d'une élite bourgeoise qui ne veut pas partager son pouvoir et qui, largement majoritaire, est à la fois méprisante et sûre de son impunité. Hostilité de la presse aussi. Elle amalgame volontiers socialisme et bolchévisme et dénonce à longueur d'éditoriaux les meneurs étrangers, puisqu'il est impossible à un «vrai» Valaisan d'être socialiste, sauf à être berné par un propagandiste stipendié. Hostilité de l'Église également. Ses représentants ne se privent pas, en chaire, de diaboliser le socialisme, de faire pression sur les femmes et les

enfants, et de refuser certains services, lors des enterrements par exemple. Hostilité sociale enfin. Plus diffuse, elle met sous forte pression les militants que certains magasins ou certains cafés refusent de servir, qui peinent à louer des salles pour une réunion, dont les enfants sont stigmatisés à l'école, sans compter les menaces explicites sur l'emploi... Il faut du courage pour s'affirmer socialiste : certains militants apparaissent admirables d'énergie et d'abnégation, mais on peut comprendre pourquoi d'autres préfèrent ne pas apparaître trop publiquement comme tels !

Au final, au long de la décennie, les succès de l'action électorale sont assez limités. Dans les conseils communaux, les socialistes centrent leurs revendications sur l'école (laïcité, gratuité des fournitures scolaires, par exemple) et sur le logement. Au niveau cantonal, Dellberg ajoute à ces thèmes plusieurs interventions en faveur des ouvriers agricoles et des petits exploitants : école professionnelle, crédit agricole, taux d'intérêt...

Écrit dans un style enlevé, le livre se lit avec plaisir, et il faut relever la richesse de son illustration, avec notamment quelques photographies bien choisies qui documentent le fait, certes connu, mais trop peu souvent illustré : les ouvriers sont aussi des ouvrières !

L'ouvrage se conclut par une invitation aux jeunes chercheurs et chercheuses : le Parti socialiste

valaisan dispose de riches archives pour les périodes suivantes de son histoire. Elles attendent.

Alain Clavien

Julien Chuzeville, *Militants contre la guerre, 1914-1918*, Paris, Spartacus, 2014, 136 p.

En France, l'hécatombe de l'entrée en guerre entraîne la presque totalité du mouvement ouvrier dans le soutien à la guerre. L'étude de cette défaite majeure exige de ne céder à aucune téléologie et de tenter de reconstituer les conditions de ce moment tragique en examinant les acteurs dans leur présent sans considérer d'emblée de ce qu'ils deviendront ultérieurement. Vue d'en bas, la défaite des idéaux internationalistes et le triomphe d'une sorte de raison d'État ne sont ni absous, ni aussi profonds que l'affirme l'historiographie dominante. Ainsi, une année plus tard, le 15 août 1915, une minorité significative d'opposants à la guerre s'affirme dans une conférence de la Confédération générale du travail (CGT), avec un quart des délégués et plusieurs fédérations, dont celle des instituteurs. Il s'agit pour l'essentiel de militants également affiliés à la Section française de l'Internationale ouvrière (SFIO). Ils constituent le noyau de base d'une structure qui est au cœur de l'ouvrage bref mais efficace de Julien Chuzeville, le Comité pour la reprise des relations

internationales (CRRI). Un tract marque sa naissance sur le plan symbolique en reproduisant quelques jours après la conférence de la CGT la motion des minoritaires qui ont contesté l’Union sacrée.

Chuzeville, qui avait déjà publié une biographie de l’instituteur Fernand Loriot, une figure atypique parmi les fondateurs du Parti communiste français qui a été partie prenante du CRRI, nous rend compte dans ce nouvel ouvrage des difficultés d’organisation des militants de ce réseau, notamment pour la diffusion de leurs idées, mais aussi de l’évolution significative de leur situation et du contexte de leur engagement tout au long de cet interminable conflit. «La guerre longue produit son rejet progressif, et de plus en plus nombreux sont ceux qui s’aperçoivent que l’Union sacrée est en fait la suprématie du conservatisme social», écrit-il (p. 52).

Toute cette histoire est marquée par les deux conférences de Zimmerwald (1915) et Kiental (1916), auxquelles participent des membres du CRRI pour la première, des députés socialistes relayant les idées pacifistes pour la seconde, mais surtout par les comptes rendus qui en sont fait après coup, de retour en France. Par ailleurs, la répression, la censure, la surveillance par des infiltrés et le chantage à la mobilisation exercé sur des militants n’ont jamais cessé et ont été parfois relayés au sein même des organisations ouvrières par les majoritaires

favorables à l’Union sacrée. L’année 1917, celles des espoirs déçus puisque ni les mutineries, ni la conférence avortée de l’Internationale socialiste à Stockholm, ni les révoltes russes ne permettent la fin des hostilités, marque aussi cette évolution. Mais le vent finit par tourner. La CGT à la fin de 1917, puis surtout la SFIO en 1918, changent d’orientation et de majorité pour réclamer la fin de la guerre sans annexion.

«L’erreur et le danger de demain seront les syndicats capitalistes et les socialismes nationaux», écrivait en 1916 Alphonse Merrheim, figure de proue de la Fédération des métaux, et aussi du CRRI des premières années (p. 61). Il est vrai, en tout cas, que l’Union sacrée et la posture majoritaire de la SFIO comme de la CGT mènent à expérimenter des formes d’intégration inédites de participation, soit à un gouvernement de guerre, soit à la gestion tayloriste de la production industrielle. En outre, la narration de Chuzeville donne à voir, dans les deux organisations, la violence des majoritaires à l’égard des pacifistes et des internationalistes, et le fait que tout cela ne pouvait que laisser des traces profondes. Elle se conclut par l’évocation rétrospective d’une expérience, celle du réseau du CRRI, qu’anticipe dès 1915 un Comité d’action syndicale et que prolonge jusqu’en 1921 un Comité de la III^e Internationale: pour la plupart de ses acteurs, cette histoire restera marquée par la désillusion d’avoir cru sincèrement que l’Internationale

communiste allait être la continuité de l'esprit de Zimmerwald et de Kiental.

La mouvance militante du CRRI n'a rien pu faire pour que la guerre cesse. Un tel constat d'évidence ne peut donc qu'induire à négliger son importance et son action. Mais ce serait là une erreur. En effet, son existence même, quelles qu'aient été les limites de son influence, nous permet de nuancer les visions dominantes de la déferlante d'une Union sacrée sans aucune résistance. Certes, ces militants, parmi lesquels des femmes et des instituteurs dans une proportion significative, n'étaient pas très nombreux. Mais compte tenu des risques qu'ils ont pris et des difficultés qu'ils ont affrontées, leur présence dans l'espace public n'en constitue pas moins une donnée significative. L'ouvrage de Julien Chuzeville, dont la taille modeste ne permettait pas d'aller au-delà d'une histoire de leurs idées et de leurs actions politiques, a donc le mérite de les faire exister pour pouvoir nuancer le regard désespéré que l'on pourrait être amené à porter sur cette terrible guerre.

Charles Heimberg

Vincent Chambarlhac & Thierry Hohl, 1934-1936. *Un moment antifasciste*, Montreuil, Éditions La ville brûle, Collection Mouvement réel, 2014, 144 p.

Cet ouvrage à quatre mains revient sur un moment clé de l'histoire de la défense des droits humains en France et en Europe au XX^e siècle, le «moment antifasciste» des années 1934-1936 qui rend possible, dans le camp progressiste, la transformation des rapports entre communistes et socialistes au-delà des lourds contentieux consécutifs à la sortie de guerre, et par conséquent l'émergence des fronts populaires français et espagnol.

Au cœur de ce «moment», suite à la démonstration des ligues factieuses du 6 février 1934, une manifestation qui a fait craindre une propagation du fascisme dans l'Hexagone, la contre-manifestation du 12 février à Paris joue un rôle symbolique important. «Le cortège communiste tourne autour du rond-point dans un sens, le cortège socialiste dans le sens contraire. Puis quand ils se rencontrent, leurs flots se rejoignent au cri de “Unité! Unité!” [...] Enfin pour la première fois, nous agissons ensemble», témoigne Daniel Guérin (cité p. 40). Ce qui était impensable est devenu possible et va se renforcer jusqu'en 1936. Pourtant, le 9 février encore, une manifestation communiste rappelait le souvenir de la Commune de Paris et affirmait l'autonomie du combat ouvrier.

L'action conjointe du 12 février, dans une manifestation appelée à l'origine par la CGT, n'allait donc pas de soi puisqu'elle précédait le tournant de l'Internationale communiste de juin 1934 en faveur d'un infléchissement stratégique et de l'unité d'action. En outre, l'année 1935 est marquée par une seconde période de cet antifascisme quand le mouvement communiste se rallie à la défense nationale et appelle à un plus large rassemblement pour la défense des libertés publiques dans la Nation. Dès lors, les minorités révolutionnaires, celles notamment de *La Révolution prolétarienne*, s'engagent dans un combat spécifique pour le pacifisme et le défaitisme révolutionnaire pour ne pas laisser limiter l'antifascisme à la question des droits dans un seul pays.

L'essai de Chambarlhac et Hohl n'aurait pu être qu'un récit politique, fondé sur des sources produites par les appareils. Or, il cite longuement des témoins et propose des mises en perspective et des analyses originales de la complexité et des articulations multiples de cet antifascisme émergent. Autre élément appréciable, son angle d'observation porte de manière privilégiée sur l'aile gauche des socialistes, en lien étroit avec plusieurs minorités dissidentes du parti communiste. Il interroge aussi les interactions entre intellectuels et ouvriers, avec le tohu-bohu dans lequel se constitue le Comité de vigilance des intellectuels antifascistes, contrastant avec l'ordre apparent des masses ouvrières, même

s'il s'agit là en l'occurrence de perceptions stéréotypées.

Un chapitre consacré aux ritualisations de la lutte antifasciste met à jour de façon originale une dynamique politique qui ne se résume pas à l'unification de forces politiques, mais qui se réalise aussi par la puissance des actions collectives, et notamment des manifestations, en premier lieu celle du 14 juillet 1935, dont la date n'est pas choisie au hasard, et qui ne manque pas de symboles dans sa démonstration. «Les hommes ont piqué à leur veston une grande étoile rouge, les femmes ont des écharpes rouges et les enfants portent des bérrets rouges qui ne les protègent pas du soleil. Pauvres gosses qui, par cette chaleur, doivent porter sur leurs têtes l'opinion de leurs parents», observe un chroniqueur qui est hostile à cette manifestation (cité p. 111). Les deux auteurs évoquent également des manifestations et des mobilisations en province. Ils insistent enfin sur la mémoire et la narration rituelle postérieure du moment symbolique constitué par la démonstration du 12 février 1934.

Une des limites de cet ouvrage est peut-être de ne rien dire qui ne relève pas spécifiquement de l'histoire française de cet entre-deux-guerres. Et de ne rien dire ou presque des antifascistes d'autres pays, italiens notamment, présents sur cette même scène, et qui le seront davantage encore quelque temps plus tard. La mémoire de ce moment antifasciste

s'étend pourtant au-delà des frontières. La notion d'antifascisme est au cœur de la Constitution italienne de l'après-guerre, et elle caractérise les commémorations de la Libération du 25 avril 1945, quand en France cette dimension ne domine pas face à la dimension patriotique de la guerre, même et y compris en ce qui concerne la mémoire de la Résistance. Quant à l'antifascisme postérieur évoqué dans le dernier chapitre, il concerne aussi nécessairement la tragédie espagnole et l'antifranquisme, incarnés par la formule *No pasarán!* dont la mémoire est portée par les exilés de la Retirada.

Mais il nous faut surtout souligner deux affirmations des auteurs qui rendent leur livre vraiment pertinent et utile: l'existence d'une véritable émotion antifasciste que la vulgate conservatrice de l'historiographie dominante n'est pas parvenue à faire occulter et disparaître; et la reconnaissance d'un danger effectif, d'un spectre aux aspects changeants mais toujours menaçants pour les droits humains, un spectre dont, à l'évidence, et quelles que soient ses formes renouvelées, nous ne sommes pas débarrassés en ce XXI^e siècle...

Charles Heimberg

Pierre Jeanneret, *75 ans de solidarité humanitaire. Histoire de la Centrale sanitaire suisse et romande, 1937-2012*, Lausanne, Éditions d'en bas, 2013, 262 p.

La dernière livraison de Pierre Jeanneret apporte une contribution bienvenue à l'histoire du mouvement ouvrier en proposant une synthèse sur une institution emblématique des mobilisations politiques et sociales de la gauche suisse, la Centrale sanitaire suisse (CSS). Publiée dans le cadre du 75e anniversaire de l'organisation, cette publication ne tombe pas dans les travers de l'ouvrage jubilaire et esquisse le bilan de l'engagement militant de médecins romands dans les grandes causes internationales du XX^e siècle. Construit sur l'étude d'une longue période (1937-2012) avec l'intention de proposer un hommage destiné à un large public, le principal mérite de cet ouvrage est d'ouvrir des voies de réflexion, de recherches et de présenter une documentation passionnante sur l'histoire des pratiques militantes et des organisations humanitaires. On pense en particulier aux nombreux documents filmiques utilisés par la CSS référencés dans le texte ou au cahier d'illustrations inclue au centre de l'ouvrage.

Structuré en quatorze brefs chapitres, le texte suit une analyse chronologique en mettant en évidence trois moments décisifs: la guerre d'Espagne, la guerre en Yougoslavie et la guerre du Vietnam. Fondée fin

1937, comme section suisse de la Centrale sanitaire internationale, la CSS, sous l'égide des docteurs Ernest Jaeggy et Hans von Fischer, participe aux secours sanitaires en faveur du camp républicain durant la guerre civile espagnole. Proche du Parti communiste, l'organisation de secours contribue à la mobilisation des ouvriers suisses. Dans ce cadre, l'une des actions les plus significatives de l'institution est l'envoi de sang pour transfusion depuis le centre Hémocentral dirigé par le docteur Roger Fischer à Genève, mais aussi l'envoi de secours (tablettes de vitamines, colis, etc.) aux réfugiés républicains dans les camps français après la chute de la Catalogne, début 1939.

Quelques années plus tard, après avoir subi la pression des autorités suisses, qui interdisent les activités communistes durant la guerre, la CSS peut désormais s'engager sur de nouveaux terrains d'intervention. À la fin de la Deuxième Guerre mondiale, la solidarité antifasciste et la nécessité des autorités fédérales de réorienter leurs relations avec les belligérants constituent un contexte favorable pour le développement des activités de la CSS en Yougoslavie, puis en Allemagne, en Autriche, en France, en Grèce et en Italie. Le chapitre IV, qui met en lumière l'engagement, dès octobre 1944, de médecins suisses dans l'armée titiste dans le cadre de quatre missions sanitaires constitue certainement l'un des apports les plus intéressants de l'ouvrage (1944-1945).

Durant la guerre froide, et en particulier après l'occupation de la Hongrie par les troupes soviétiques en 1956, les activités de l'organisation cessent pratiquement. Finalement, la renaissance de l'institution est possible par la transformation du discours antifasciste en combat pour la libération des peuples lors de la guerre du Vietnam ainsi que par la forte résonance du mythe de la guerre d'Espagne parmi une nouvelle génération de médecins mobilisés contre l'impérialisme américain. Ce lien est notamment possible par l'engagement de Marc Oltramaire, président de la CSS de 1965-1991, qui devient une figure essentielle de la renaissance de la section romande de l'organisation.

Relancée suite à un appel lancé à l'été 1965 par 32 médecins romands, dont l'initiative évoque les origines de Médecins sans frontières après la guerre du Biafra, l'institution suisse se comprend désormais essentiellement dans son engagement pour le Vietnam. Celui-ci se prolonge durant plus de 25 ans et participe à la construction de multiples échanges entre militants suisses et représentants vietnamiens. Ils se concrétisent par l'envoi de secours, d'antibiotiques, de troupes chirurgicales, d'un camion radio-photo, de vaccins, de deux dispensaires, de l'envoi de délégations de la CSS au Vietnam et au Cambodge, de stages de médecins vietnamiens en Suisse, etc.

À partir des années 1980, la CSS réoriente progressivement son action

vers l'aide au développement. La diversification de ses activités s'accompagne de l'ouverture de nouveaux terrains d'intervention principalement en Amérique latine, mais aussi au sud de l'Afrique, en Palestine, au Liban, puis plus récemment au Kurdistan et au Kosovo. Cette évolution se traduit par une professionnalisation des structures et par une action tournée vers les populations les plus fragiles (femmes, enfants). Sur ce terrain, l'organisation fait désormais face à la forte concurrence des nombreuses institutions présentes dans le champ humanitaire. Malgré les questions soulevées par l'auteur concernant l'avenir de l'institution, le cheminement de la CSS durant plus de 75 ans apparaît comme exemplaire de la transformation des pratiques militantes et de l'engagement solidaire de la gauche helvétique pour les populations victimes de la guerre.

Sébastien Farré

**Morena La Barba, Christian Stohr,
Michel Oris & Sandro Cattacin (dir.),
*La migration italienne dans la Suisse
d'après-guerre*, Lausanne,
Antipodes, 2013, 390 p.**

Le résultat des votations fédérales sur l'initiative «Contre l'immigration de masse» du 9 février 2014 a rappelé, si besoin était, que l'immigration reste une question controversée. La parution de *La migration italienne dans la Suisse d'après-guerre* apporte un éclairage nécessaire pour quiconque souhaite entrer dans la complexité du phénomène migratoire et mieux comprendre les mécanismes d'exclusion sociale qui peuvent en découler. Cet ouvrage collectif propose dix contributions complémentaires qui étudient spécifiquement la période de l'après-guerre, qui voit naître les tendances encore au cœur de la politique migratoire actuelle. Si certains chapitres adoptent une perspective institutionnelle en décryptant les relations parfois complexes entre instances administratives, syndicats et travailleurs étrangers, d'autres s'intéressent de plus près aux migrants eux-mêmes en recueillant et en décryptant différents témoignages.

Le premier met en évidence le rôle des syndicats et des instances patronales dans la détermination de la politique migratoire de l'État, qui a enfermé les migrants dans une certaine précarité afin de garantir la sécurité de l'emploi pour les travailleurs nationaux. La seconde intervention s'intéresse aux relations

entre l'administration fédérale et les associations italiennes, qui n'ont jamais été considérées comme de véritables interlocuteurs dans les négociations. Les questions se traitaient de préférence de gouvernement à gouvernement, afin d'éviter la création d'un précédent sur lequel de prochaines vagues de migrants auraient pu s'appuyer pour revendiquer une amélioration de leur situation. L'analyse des affiches politiques et du cheminement rhétorique qu'elles mobilisent illustre le processus de construction et déconstruction de l'image des migrants dans les représentations. Passant de travailleurs opportunistes à partenaires égaux aux travailleurs suisses, ils ne restent pas moins l'objet d'un discours que d'autres portent sur eux. L'analyse de la rhétorique de l'initiative Schwarzenbach révèle un autre glissement dans les débats. En passant d'une «question de la main-d'œuvre étrangère» à une «question des étrangers», le concept d'*Über-fremdung* a fait émerger l'idée d'une nécessaire protection de la culture et du mode de vie suisses. L'étude de l'insertion des travailleurs italiens à Lausanne mobilise quant à elle différentes modélisations du concept de «citoyenneté» et rappelle la nécessaire distinction entre ce dernier et celui de «nationalité».

Les quatre contributions qui s'intéressent aux témoignages, écrits ou oraux, des migrants italiens opèrent un renversement de perspective et rendent – enfin – les

migrants auteurs et non plus objets de discours. Si le recours à la mémoire de militants associatifs n'est pas aisés, il n'en révèle pas moins la contradiction à laquelle étaient confrontés ces derniers, entre une volonté de s'intégrer dans le mouvement ouvrier et la société suisse et la participation politique qui leur était refusée. Les écrits de migrant-e-s italien-ne-s scolarisé-e-s en Suisse et les témoignages d'ouvriers italiens de l'aciérie Monteforno révèlent la complexité des parcours migratoires individuels et donnent à voir la diversité des identifications choisies par les migrants. Enfin, l'analyse des discours internes de deux syndicats professionnels rappelle que ces organisations étaient inscrites dans un contexte particulier qui déterminait, pour chacune d'elle, des intérêts propres à défendre.

Au fil des contributions se fait de plus en plus visible l'impossible dialogue entre travailleurs italiens et interlocuteurs suisses, qu'ils soient institutionnels ou syndicaux. En refusant systématiquement d'entrer en discussion avec les migrants ou leurs représentants directs, les institutions suisses ont contribué à l'isolement social des travailleurs et entravé leur participation citoyenne. Cet ouvrage nous rappelle judicieusement à quel point l'intégration est un processus dynamique qui devrait mobiliser la société d'accueil au même titre que le migrant.

Alexia Panagiotounakos

Achevé d'imprimer
août 2014
sur les presses
de Tipografia La Vallée
Aoste
Suisse

L'ASSOCIATION POUR L'ÉTUDE DE L'HISTOIRE DU MOUVEMENT OUVRIER (AÉHMO) a pour but de mieux faire connaître l'histoire économique, sociale et politique de la Suisse romande et en particulier celle du mouvement ouvrier, par le biais de colloques, de conférences, d'expositions, de publications.

Elle s'intéresse aux sujets les plus variés : partis politiques, syndicats, presse, salaires, conditions de travail, relations hommes-femmes, vie quotidienne, activités culturelles et sportives, etc., sous un aspect critique, permettant d'appréhender les lumières et les ombres de l'histoire du mouvement ouvrier.

Elle recueille et conserve des documents de toute nature, textes manuscrits ou imprimés, photos, affiches, enregistrements, concernant l'histoire du mouvement ouvrier. Ces documents sont déposés à la Bibliothèque cantonale et universitaire de Lausanne ; ils peuvent être consultés par les chercheurs et les personnes intéressées en s'adressant au Département des manuscrits, BCU, 1015 Lausanne-Dorigny.

En adhérant à l'Association (25 francs pour les membres individuels, 100 fr. pour les membres collectifs, y compris la livraison du Cahier annuel), en la soutenant financièrement, en lui confiant les documents que vous détenez, vous participez à son effort de construire une mémoire collective du mouvement ouvrier.

Dans ce numéro

Charles Heimberg, *Introduction au dossier*

Jean-Numa Ducange, *Comprendre le 1914 des sociaux-démocrates allemands et des socialistes français*

Alain Boscus, *Jaurès pacifiste, patriote et internationaliste*

Stéphane Garcia, *Henriette Ith, une militante aussi discrète qu'engagée*

Hadrien Buclin, «*Défense nationale*» ou «*défense de classe*» ? Retour sur le procès de dix-sept antimilitaristes suisses en 1942

Yves Sancey, *L'énigme du syndicaliste Tronchet*

Luc van Dongen, «*Brother Troncheth*», un chef syndical suisse dans l'orbite américaine pendant la guerre froide

Pierre Ruel, *Les archives du PSG déposées aux Archives d'Etat de Genève*

Morgane Bianco, *Ces étrangers qui ont construit l'Expo 64*

Chroniques et comptes rendus

AÉHMO, case postale 5278, 1002 Lausanne

www.aehmo.org

CCP 10-24143-0

Diffusion en librairie :

Éditions d'en bas,

30 rue des Côtes-de-Montbenon,

1003 Lausanne

25 francs suisses

